

# GRÈCE : QUAND L'UE DÉTÉRIORE

Depuis 2010, l'Union européenne et le FMI décident de la politique budgétaire et économique de la Grèce. Résultat : une dégradation massive du respect de droits de l'homme dans le pays.

Yiorgos Vassalos (Initiative de Solidarité à la Grèce)

**L**a Grèce est un pays en « souveraineté limitée ». Une « task force » de la Commission européenne installée à Athènes a son mot sur tout. Cette gouvernance n'a pu s'imposer que grâce à une répression accrue : elle est, en effet, totalement déconnectée des attentes des citoyens.

Si l'on croit les grands médias, la Grèce s'est endettée parce que ses citoyens ne payaient pas leurs impôts et que les emplois publics étaient trop nombreux. C'est faux : la majorité des Grecs étant des salariés et des retraités, ils payaient automatiquement tous leurs impôts. Quant au pourcentage de la population active employée dans le secteur public, il était plus réduit que la moyenne européenne. En réalité, l'endettement des tous les pays, et principalement des pays périphériques, a été le modèle de croissance choisi par les dirigeants de la zone euro depuis sa création. Cela créait des débouchés pour les produits de l'industrie, notamment allemande. De plus, l'endettement était plutôt un problème de recettes – à cause de la baisse constante de l'impôt sur le capital – que des dépenses pour le secteur public.

Le gouvernement social-démocrate de Papandréou a réévalué le déficit public à la hausse, dans des circonstances qui font actuellement l'objet d'une enquête de justice. Cette réévaluation a rendu impossible le financement du pays aux marchés financiers, et lui a imposé de devoir choisir entre la banqueroute et le programme « d'aide » proposé par la fameuse Troïka. L'objectif le plus médiatisé de son programme a été la réduction de la dette. L'échec sur ce plan est phénoménal : la dette représentait 129% du PIB en 2009; elle atteint maintenant 179% (1) ! Un autre objectif, moins médiatisé, figurait clairement dans les documents officiels : la réduction du coût de travail. Objectif atteint celui-là : les Grecs ont en effet subi une baisse de salaire de plus de 30% en moyenne.

## Atteintes aux droits de travailleurs

Cette politique a entraîné des violations des droits dans de nombreux domaines. Ces violations sont aujourd'hui relevées par la Confédération de syndicats européens, Amnesty International, le Comité ministériel du Conseil de l'Europe (47 pays), l'envoyé spécial de l'ONU en Grèce, Cephos Lumina, et même, quoique timidement, par le Parlement européen (2).

En février 2012, l'UE et le FMI ont conditionné leur deuxième prêt à la réduction de 22% du salaire minimum dans le privé. Le salaire des jeunes a, par conséquent, été ramené à 440 euros net par mois, ce qui était en dessous du seuil officiel de pauvreté. L'année suivante, le Comité ministériel du Conseil de l'Europe a conclu à l'unanimité que la Grèce violait ainsi le droit à un salaire équitable et digne pour les jeunes, contenu dans la Charte Sociale Européenne. Il a aussi conclu que la protection contre le licenciement injustifié n'était plus suffisante, car la période d'essai durant laquelle le travailleur peut être licencié sans préavis est devenue trop longue.

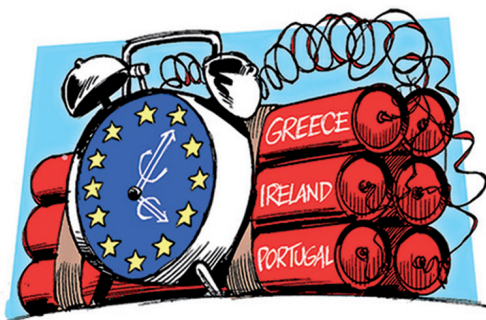
La conséquence la plus importante des mesures imposées par la Troïka a été de rendre les négociations collectives, appliquées dans le pays depuis 1914, caduques dans les faits. À défaut d'un nouvel accord entre employeurs et employés, l'ancien n'est plus automatiquement renouvelé comme c'était le cas dans le passé. À défaut d'accord, la seule contrainte est le salaire minimum : autant dire que les employeurs ne sont guère motivés à en conclure un ! En novembre 2012, une autre loi a prévu que le salaire minimum pouvait être

imposé par décret gouvernemental, et que l'avis des « partenaires sociaux » n'était que consultatif.

Ce démantèlement de la régulation du marché de travail s'est imposé après une période de deux ans durant laquelle les réductions salariales de 30% dans le secteur public, et l'explosion du chômage provoquée par l'austérité et la récession économique, avaient en pratique déjà dimi-

nué les salaires dans le privé de 10% au moins.

Le droit de grève a également été sérieusement restreint. Les tribunaux ont qualifié plusieurs grèves d'abusives et illégales. À trois reprises, le gouvernement a invoqué des dispositions de force majeure pour mettre fin à des grèves, en violation au Droit international. Après une semaine de grève, les travailleurs du métro d'Athènes et des transports maritimes ont été contraints de reprendre le travail. Cette disposition de mise au travail forcée est bel et bien prévue dans la Constitution, mais seulement en cas de guerre, désastre naturel ou risque majeur pour la santé publique. Aucune de ces conditions n'a été réunie. De façon clairement illégale, donc, le gouvernement a menacé d'emprisonnement et de licenciement immédiat toute personne qui poursuivrait



# LES DROITS DE L'HOMME



Antonis Samaras,  
Premier ministre  
d'un gouvernement  
grec sous tutelle  
européenne.

la grève. Les travailleurs du métro demeurent « mobilisés » depuis douze mois maintenant. Quand les enseignants du secondaire ont décidé de faire la grève durant la période d'examen, le gouvernement les a préventivement réquisitionnés. La grève de neuf mois aux aciéries grecques a pris fin après une invasion des CRS dans l'usine, juste après l'élection du gouvernement Samaras. Récemment, trois meneurs syndicaux de cette grève ont été condamnés – en première instance – à deux ans de prison avec sursis.

Les autorités grecques ont également entamé des procédures disciplinaires pour « manquement au devoir » à l'encontre du personnel administratif universitaire en grève dans le but de le licencier, violant ainsi le droit à la grève ainsi que le droit à un jugement équitable, puisqu'ils ont été mis en arrêt de travail obligatoire sans attendre la décision de la commission disciplinaire.

Cette impressionnante régression des droits imposée au monde du travail a abouti à une catastrophe sociale sans précédent : récession du PIB de 25% en quatre ans, 1,5 million de chômeurs officiels – 2 millions au total, dont la grande majorité sans aucun revenu – dans un pays des 10, 5 million d'habitants dont 5,7 économiquement actifs. De plus, 1,1 million de travailleurs ne sont pas régulièrement payés. Le pouvoir d'achat des ménages a diminué de 37%, et l'exclusion sociale a augmenté de 23% (3). Les taux de mortalité infantile et de mortalité pour cause de maladies curables sont également en hausse. Le taux de chômage chez les jeunes est de 60%. Quelque 300.000 d'entre eux ont quitté le pays. Une génération perdue...

## Les immigrés, fragiles boucs émissaires

Cette situation a transformé les citoyens en coupables à punir. Les responsables politiques, pendant ce temps, veillent à ce que l'attention se porte ailleurs que sur leur personne. Le leader du plus important parti de la coalition, Néa Dimokratia, tente de se profiler comme « modéré responsable » en Europe. Mais, en 2012, il a fait campagne électorale avec des slogans tels que « Hors de nos crèches, les enfants d'immigrés » et « Hors de notre pays, les sans-papiers ». De tels slogans ont fait le lit de l'organisation néonazie Aube dorée, qui a recueilli 7 % des voix en juin 2012 et a fait son

**Cette impressionnante régression des droits imposée au monde du travail a abouti à une catastrophe sociale sans précédent.**

entrée au Parlement. Aube dorée pousse la xénophobie plus loin que Samaras : ses sbires n'hésitent pas à recourir à la violence contre les immigrés (lire l'article consacré à Mamadou, l'une de leurs victimes, en p.XX), allant jusqu'à tuer un travailleur pakistanais. Les médias ont longtemps banalisé les représentants d'Aube Dorée en les présentant comme des « politiques comme les autres », voire des personnages « people ». L'organisation néo nazie a profité d'une totale inertie de la part de la police et de la justice pendant une grande période.

D'après le Réseau du recensement des violences racistes, ↗

⇒ une initiative de la société civile soutenue par le Haut-commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés, il y a eu, en Grèce, 350 attaques racistes depuis 2011. Plusieurs témoignages font état de la présence passive de la police lors de certaines de ces attaques. Mieux : en septembre 2013, le Médiateur grec rapportait que, dans environ 17% des attaques racistes, les auteurs étaient des agents de police ! Mauvais traitements, tortures, vols, menaces, destruction de documents officiels, arrestations illégales, etc. : les pandores ne reculent devant rien pour intimider l'immigré. La mort de douze personnes repoussées illégalement à la mer par les garde-côtes alors qu'elles tentaient d'accoster sur les côtes grecques est le dernier épisode dramatique en date.

## Les entretiens accordés par les habitants aux journalistes sont punissables au motif de « diffusion d'informations mensongères ».

Les traitements inhumains et dégradants des immigrés par les autorités grecques ont fait l'objet de plusieurs condamnations par la Cour européenne des Droits de l'homme.

### Répression tous azimuts

Aucune des méga-manifestations qui ont rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes dans la période 2011-2012 n'a pu se dérouler normalement. Toutes ont été violemment dissoutes à coup de matraques et de gaz lacrymogène. Depuis 2013, à chaque fois que des hauts représentants de la Troïka ou du gouvernement allemand sont en visite en Grèce, le centre d'Athènes est déclaré zone interdite aux manifestants. La police n'hésite pas à utiliser de la force excessive pour faire respecter ces décisions liberticides. La police exerce souvent des violences contre des parlementaires des partis de la gauche radicale (Syriza et KKE), et leur inflige parfois des blessures. En septembre 2013, lors de la manifestation antifasciste suite au meurtre de Pavlos Fyssas, la police a violemment chargé les manifestants : une personne a perdu la vue dans l'explosion d'une cartouche de gaz lacrymogène. Le droit au rassemblement n'est donc plus respecté.

Les luttes des citoyens contre des projets de privatisation nocifs pour l'environnement font aussi l'objet de répression arbitraire. La résistance au projet minier de la multinationale canadienne El Dorado, dans la localité Skouries de Chalkidiki, est devenue emblématique : grenades lacrymogènes lancées par les forces anti-émeutes dans des cours d'écoles, irruptions domiciliaires durant la nuit sans raison valable, arrestations de mineurs pour forcer un prélèvement d'ADN, détentions injustifiées et sans procès durant plusieurs mois. Des dizaines d'habitants de la région ont été inculpés pour formation d'organisation criminelle, sur la base du même article du code pénal permettant de poursuivre les dirigeants d'Aube dorée. Les entretiens accordés par les habitants aux journalistes sont punissables au motif de « diffusion d'informations mensongères ».

### Menaces sur la liberté d'information et d'opinion

Selon leurs syndicats, les journalistes et reporters qui couvraient les manifestations ont été la cible délibérée d'abus policiers. Les journalistes qui enquêtent sur des scandales de corruption risquent leur vie et celle de leur famille. Ils encourent parfois des menaces proférées par des businessmen proches du Premier ministre. Ce fut le cas, notamment, de Leftéris Charalabopoulos, journaliste au magazine *Unfollow*, menacé par l'entrepreneur Dimitris Méliissanidis qui a acquis pour une bouchée de pain le très lucratif organisme de pronostics de football.

Depuis la fermeture abrupte et illégale de l'ERT, le pays ne dispose plus de chaînes publiques dignes de ce nom. Les « journalistes » qui officient dans la chaîne qui l'a remplacée passent leur temps à réaliser des interviews de complaisance des membres du gouvernement, lesquels sont les hôtes presque permanents des studios télé. Cela rappelle la chaîne de l'armée pendant la dictature des colonels.

Depuis Washington, juste après l'arrestation des leaders de l'Aube dorée, Antonis Samaras a déclaré que pareilles mesures devraient être prises contre « l'autre extrême », c'est-à-dire les forces de gauche qui prônent la sortie de l'euro, de l'UE et de l'OTAN. Les militants de gauche subissent de plus en plus de harcèlements de la part de la police, alors que les néonazis, eux, agissent en toute impunité.

### L'UE fossoyeur des droits fondamentaux

Quand le Parlement européen a évalué l'impact social des programmes de la Troïka, le rapporteur espagnol Alejandro Cercas a déclaré qu'il ne fallait pas faire montre d'une trop grande sévérité à l'égard du gouvernement grec, celui-ci n'étant pas entièrement libre de sa politique ni, par conséquent, pleinement responsable. L'envoyé spécial de l'ONU a, lui aussi, pointé la responsabilité des créanciers de la Grèce – dont l'UE – sur les violations des droits de l'homme.

La conclusion politique que l'on peut en tirer est la suivante : l'Union européenne ne contribue pas à la défense et à l'amélioration des droits fondamentaux dans les pays membres. Contrairement à ce qu'elle déclare, elle contribue clairement à leur dégradation, et ce par le biais des programmes économiques qu'elle impose, et de l'absolution politique qu'elle octroie aux gouvernements autoritaires qui les appliquent. En outre, il n'existe aucune procédure susceptible de contraindre les responsables politiques de ces programmes au sein des institutions européennes à, un jour, rendre des comptes. □

*Cet article est en grande partie basé sur la lettre adressée au président du Parlement européen par plusieurs organisations syndicales et associatives européennes <http://www.aedh.eu/Syndicats-et-ONG-demandant-au.html>*

1. 320 milliards au lieu de 300 en 2009.
2. « Report on Employment and social aspects of the role and operations of the Troïka » (ECB, Commission and IMF) with regard to euro area programme countries (2014/2007(INI)) <http://www.europarl.europa.eu/document/activities/cont/201402/20140221ATT79736/20140221ATT79736EN.pdf>
3. La situation en Grèce après quatre ans de mémorandums <http://initiativesolidaritebxl.wordpress.com/2014/05/07/la-situation-en-grece-apres-4-ans-de-memoranda/>